



Rédaction-Administration:
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

Abonnements: (Nord-P.-de-C.): 150 frs.
1 an (Autres Départ.): 160 frs.
6 mois: 80 frs.

des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

Is ne seront pas esclaves !!

L'argent compte pour apporter à la grève sa substance quotidienne, les slogans y contribuent pour une large part; chacun sait qu'en ce domaine nos militants cégétistes ont toujours excellé, doublés du militant communiste sont imbattables...

Ces slogans se vérifient à plus ou moins bref délai, parfois finissent-ils par être vivement oubliés... Mais il en est un dont la véracité n'a pas tardé à être démontrée, mais qui s'est retourné contre ses auteurs, c'est celui par lequel ces communistes prétendaient que «... JAMAIS UN PEUPLE COMME LE NOTRE NE SERA UN PEUPLE D'ESCLAVES ».

En effet ! Et nous n'en avons jamais douté !

Et les mineurs français ont magnifiquement démontré qu'ils savaient repousser toute forme d'esclavage aussi habilement camouflée qu'elle puisse être.

En ce dernier jour de la huitième semaine de grève qui devait être la semaine d'une «ECLATANTE VICTOIRE» (voir affiches de la C.G.T.) 125.000 ouvriers du seul bassin du Nord-Pas-de-Calais sont au travail. Dans le bassin de Lorraine, le travail est redevenu normal depuis plus de quinze jours... Pour l'ensemble des bassins français, plus de 80 % des mineurs ont repris le chemin du travail et 120.000 tonnes de charbon sont extraites de notre sous-sol.

Et pourtant, Sa Majesté la C.G.T., la Toute Puissante, la Grande C.G.T., celle qui prétend être SEULE à parler valablement au nom des mineurs n'a pas retiré SON ORDRE de grève générale.

Quelle dérision ! Et quel désaveu !

C'est ici précisément que se fait jour la volonté inébranlable de notre magnifique corporation minière de se refuser à devenir esclave.

Les chefs cégétistes se sont servis d'ELLE pour déclencher cette grève et la mener ensuite à leur guise; pour lui refuser ensuite la possibilité de se prononcer à nouveau sur les résultats obtenus en faveur de cette corporation. Mais, ce qu'ils craignaient, c'était de se présenter les mains vides car ILS FURENT ABSENTS des négociations au cours desquelles nous obtenions ces avantages sur lesquels nous ne craignons pas le verdict de cette même corporation...

Ils n'ont certainement rien de ce qui pourrait en faire des esclaves, ces mineurs qui, malgré les lettres de menaces, malgré les insultes, malgré les grenades dont l'explosion fait trembler nos cités, malgré les vitres brisées à leurs pauvres logements ont le courage, non seulement de se rendre à leur travail mais aussi celui de faire face aux fatigues, souvent inconscients du rôle qu'on leur fait jouer mais qui ne sont pas insensibles aux largesses qui se manifestent dans les rétributions...

Ils n'ont rien de commun avec des esclaves, ceux qui ont refusé fièrement, malgré la misère qui les accable, le «secours» que leurs affameurs faisaient mine de leur octroyer «généreusement»...

Ils n'ont rien de commun avec des esclaves, ceux qui refusent non moins fièrement de suivre ceux qui voulaient les entraîner à briser leurs outils de travail et qui ont délibérément brisé avec les SABOTEURS.

Elle ne se livrera pas à l'esclavage, cette vaillante corporation minière, elle a refusé de consommer le crime habilement préparé contre ELLE-MEME; contre LE PAYS; contre le SYNDICALISME; contre TOUT CE QUI VIT DE LA LIBERTE.

Ah, certes, ceux qui voient les choses de loin ne s'imagineront jamais combien notre vaillante corporation a été digne, combien elle mérite l'affection que le pays lui a toujours témoignée...

Certes non, nous ne ferons jamais un peuple d'esclaves...

Et disons-le tout net, c'est NOTRE FIERTÉ de pouvoir l'affirmer au nom de cette corporation minière qui vient de donner une preuve supplémentaire, et quelle preuve, de son attachement à la LIBERTE en même temps que son opposition à tout ce qui porte la marque de l'OPPRESSION.

Que les aventuriers retiennent bien cette leçon...

Il est temps qu'ils s'en aperçoivent...

LES MINEURS N'ONT PAS LA MEMOIRE COURTE !

L.I.M.

Entraînés dans une folle aventure les mineurs ne sont pas vaincus

La grève des mineurs se meurt lentement, malgré les violences et les voies de fait s'exerçant contre les ouvriers usant de la liberté en se rendant au travail, ainsi que le vandalisme de certains s'acharnant sur les habitations de pauvres bougres dont le seul tort est de n'avoir pas la même manière de voir la grève.

Habilement exploitée politiquement, la grève avait surtout son origine dans le scepticisme résultant des mesures gouvernementales, quant au redressement du standing de vie des salariés.

Les hausses constantes de denrées essentielles de consommation courante participaient pour une très large part au mécontentement des classes laborieuses et avaient trouvé chez les mineurs une résonance particulière.

Est-ce à dire qu'ils étaient plus proches que l'ensemble du sala-

riat français? Pas à notre avis, puisque les mesures gouvernementales affectent l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Dans ces conditions, il était évident qu'il appartenait aux Conférences nationales de poursuivre l'action nécessaire au redressement et à l'amélioration des conditions de vie des salariés. C'est bien ce qu'a compris le Congrès national des Syndicats chrétiens de mineurs réuni à Paris les 3 et 4 octobre.

La position de grève de 48 heures avait pour objectif l'aboutissement des revendications particulières aux mineurs et le Congrès, enregistrant à la fin du troisième jour les avantages et apaisements obtenus, considérait la grève illimée de la seule corporation minière, comme un non-sens.

Certes, et nous ne le répéterons jamais assez, la lassitude et la désespérance du monde du travail, devant la carence gouvernementale

de faire baisser les prix, ou même à prendre les mesures susceptibles simplement les stabiliser; au contraire, les hausses intervenues sur les prix de denrées essentielles à la vie des foyers des camarades ont créé, pour une large part, ce climat propice au déclenchement des grèves.

Exploitée politiquement, elle devait conduire la corporation minière dans une impasse dont elle supporte, au premier chef, les terribles conséquences, entraînant pour l'économie du pays des pertes dont l'évaluation sera importante, atteignant par ricochet tous les travailleurs.

Plus d'un mois sans salaire, pour le plus grand nombre, aggravée des difficultés, rendant plus précaire encore la vie des foyers ouvriers.

Souvent nous avons dit que la grève demeure la dernière arme

(suite en page 3)

COMMENT ON FAIT DURER LA GREVE

Dans l'opinion publique, on se fait difficilement une idée exacte de la situation dans les mines et on comprend mal comment une grève peut durer aussi longtemps malgré la volonté de la grande majorité des mineurs.

Pour qui ne connaît pas nos cités minières, les longs corridors qui ressemblent à de véritables casernes, où co-habitent presque des milliers d'ouvriers et leurs familles, il a peine à se figurer l'ambiance et le climat qui peuvent régner dans ces colonies où obligatoirement la majorité des mineurs vivent presque en vase clos, coupés de l'activité générale et de contacts avec les travailleurs d'autres professions.

Pour se rendre à la mine et pour en revenir, le mineur n'a pas toujours quelques centaines de mètres à parcourir et le long de son court trajet ne rencontre et côtoie que des camarades de la même profession.

Aussi, comment s'étonner qu'en période de conflit persistant, comme celui que nous venons de vivre, il soit extrêmement facile à une minorité d'agitateurs d'imposer sa

volonté dans toute une cité.

Les accès du puits ont beau être dégagés par la troupe, la police peut patrouiller dans la cité, rien n'empêche une poignée d'individus bien décidés à faire régner la terreur dans les rues et dans les foyers.

Au moment de la descente du poste du matin, il fait nuit; les petits groupes de gréviculteurs surveillent et épient les patrouilles. Pendant qu'elles sillonnent un corridor, les meneurs opèrent dans un autre. Tel mineur est pris à la gorge dès qu'il franchit le seuil de son habitation, où il est attaqué quelques mètres plus loin et matraqué, s'il n'est agile assez pour s'enfuir ou assez fort pour riposter. S'il a réussi à passer toute la journée il tremblera pour son foyer.

Il faut vivre dans une cité minière pour comprendre le courage qu'il faut parfois à des ouvriers pour se rendre à leur travail lorsqu'ils savent que malgré la police les meneurs sont décidés à employer tous les moyens pour imposer la grève.

L'argent coule à flots

Mais, cette grève a illustré une autre méthode des dirigeants cégétistes; celle de l'achat des grévistes. L'argent coule à flots entre les mains des hommes de confiance. Chacun sait d'où peuvent provenir des sommes aussi considérables, mais ce que l'on sait moins c'est comment elles sont utilisées.

Il est de notoriété publique maintenant que pour avoir constamment des hommes au piquet de grève, des jeunes surtout, on leur donnait 400 frs. par jour plus un paquet de cigarettes. Pour des jeunes travailleurs, n'ayant pas toujours la préoccupation du budget familial, c'est extrêmement tentant.

Au moment de la reprise du travail dans le Nord-Pas-de-Calais, la C.G.T. lança ses premiers bons de solidarité (100 frs. de marchandises à prendre chez les commerçants). Dans presque toutes les maisons ouvrières, même chez un bon nombre de syndiqués chrétiens, les hommes de confiance

se présentaient offrant un ou plusieurs bons à ceux qui voulaient bien ne pas se rendre au travail.

Puis, comme ce n'était sans doute pas suffisant, la C.G.T. fit imprimer et distribuer des bons d'une valeur de 500 frs. Dans les mairies «amies» on en faisait des distributions à profusion. On a vu des meneurs racolant en plein jour des ouvriers revenant du travail et leur offrant plusieurs bons à la fois s'ils voulaient bien prendre l'engagement de ne pas retourner au travail le lendemain.

Pour les meneurs, à en croire les dépenses importantes qu'ils faisaient, ils étaient payés copieusement avec des billets de banque. Telle tenancière d'un café-cinéma de Lens nous racontait après 5 semaines de grève qu'elle n'avait jamais vu tant de billets de mille francs qu'il lui étaient échangés par des jeunes mineurs.

L'un d'eux, à qui l'ivresse avait fait perdre toute prudence, jouait des bouteilles de champagne au 421, étalant sur la table son portefeuille comprenant de nombreuses coupures de mille francs et assurant que son chef de secteur lui en donnait tant qu'il en voulait.

Dans un bal du 11 Novembre organisé par les anciens P.G. dans la concession de Béthune, le patron du café était sidéré par le nombre des billets de mille francs que de jeunes mineurs échangeaient.

Ailleurs, on a vu, chez des ouvriers qui avaient été obligés de rebrousser chemin le matin, des «hommes de confiance» venir offrir dans la journée un bon de 500 frs. en compensation de la journée perdue.

Un ouvrier Polonais d'Anchel a été arrêté trois jours de suite par un groupe de grévistes. La sommation est simple: «Retourne chez toi ou on te casse la gueule». L'ouvrier s'est incliné les trois fois. Chaque jour, une heure après être rentré chez lui un «homme de confiance» lui apportait un bon de 500 frs.

A Anchel encore, le 17 Novembre, les habitants d'une cité n'étaient pas plus surpris de lire au verso d'un faire-part mortuaire glissé sous la porte: «Camarade, si tu travailles, arrête. Tu auras 500 frs. par jour».

(Suite en page 2)

SUR LE FRONT DE LA SOLIDARITE

NOISY-LE-SEC

a pris sa «revanche»

Dans notre précédent numéro nous avons eu l'occasion d'exposer le comportement des représentants de la C.G.T. et du Parti communiste au sujet de la collecte organisée à Noisy-le-Sec par les représentants locaux de la C.G.T. et de la C.F.T.C.

La réponse à cette attitude inqualifiable n'a pas tardé; 45 familles de Noisy-le-Sec se sont disputé l'honneur d'héberger les enfants que les organisations évincées de la répartition du fruit de la collecte voudraient bien leur confier. C'est là un effort supplémentaire à celui de la collecte détournée de son véritable but et il est bon que soit connue cette magnifique réplique à des politiciens sans scrupules et sans cœur.

C'est ainsi, que le lundi 22 Novembre, Monsieur LEFEBVRE, Maire de Noisy-le-Sec, est venu, en personne, avec l'autocar municipal, prendre en charge les 45 enfants qui sont assurés du meilleur accueil.

Nous savons que la population de Noisy-le-Sec a été suffisamment informée... Elle a pris SA REVANCHE en donnant une nouvelle preuve de sa générosité...

Nos mineurs savent, pour leur part, à quoi s'en tenir sur la fourberie de ceux qui entendent se servir des misères dont ils sont responsables, pour mieux les exploiter à leurs fins...

BRAVO Noisy-le-Sec...

Et MERCI pour nos gosses...

La Commission Exécutive,

POUR "LEUR" NOËL

Comment remercier tous ceux qui nous ont aidé, ceux qui continuent de le faire, dans la tâche immense de solidarité à laquelle nous devons faire face? Avons-nous notre impuissance à trouver les mots qui conviennent pour exprimer les sentiments de reconnaissance qui nous animent...

De toutes parts; depuis la souscription de l'écrivain au nom illustre jusqu'à celle de la petite ouvrière de banlieue...



Nos petits gars sont accueillis à Noisy-le-Sec...

Une maman «s'empare» de la petite Thérèse Bacro de Nœux

Dans celle de cet employé des mines qui nous envoie le quart de son traitement mensuel; dans celle de ce professeur de lycée, digne représentant à qui l'on pense lorsque l'on parle de la misère en laux col...

Dans le prodigieux effort de nos camarades de l'U.D. du Nord, dans celui de nos camarades cheminots; ou des sections d'entreprises de la région parisienne et de toutes les régions de France, nous avons ressenti le souffle puissant et bienfaisant de la solidarité fraternelle envers nos familles touchées par cette affreuse tragédie qui s'étend, laissant derrière des souffrances insupportables.

A tous, par la voix de notre journal, nous voulons rendre un affectueux, un vibrant: MERCI.

Et tous ceux-là, acceptent que nous nous permettions d'insister...

C'est après ces terribles semaines que nous entrevoyons l'en-

(Suite en page 2)

La C.G.T. veut-elle tuer la grève ?

Syndicalisme, du 18 Novembre a publié un article de Pierre GRAVEND sur les abus répétés de la C.G.T. dans l'usage de la grève. Nos camarades mineurs qui ont fait la pénible expérience de DEUX grèves générales en moins d'un an, ne manqueront pas de lire cet article avec intérêt et en tireront les conclusions qui s'imposent.

L'y a eu malheureusement, le 11 novembre, une bagarre aux Champs-Élysées entre la police et un cortège d'anciens combattants qui, en dehors des manifestations officielles, prétendaient aller rendre hommage au Soldat Inconnu. Que cet incident soit déplorable, que le fait de voir le Jour du Souvenir devenu, à l'occasion même de la commémoration de l'Armistice, un jour de mésestime entre Français soit un scandale, nul ne le contestera. Mais que la C.G.T. saute sur l'occasion pour amener ses troupes contre le Gouvernement et les mobiliser une nouvelle fois, c'est à la fois ridicule et criminel.

Ridicule, parce qu'il faut être naïf pour penser que la classe ouvrière «marchera» de la sorte, indéfiniment, et qu'elle admettra que ses droits soient menacés chaque fois que les communistes

(Suite en page 2)

Au No 5 d'Auchel, il faut se faire inscrire pour travailler et avoir une autorisation de l'ingénieur. Quelques communistes se sont fait inscrire pour pouvoir passer au poste de police. Arrivés à la lampisterie, au moyen d'argent et de menaces, ils ont réussi à débaucher un groupe d'ouvriers.

200 francs le carreau cassé !

Mais, quand l'argent ne réussit plus à faire son effet, alors la méthode change. C'est d'abord la lettre anonyme de menaces et de mort envoyée à des centaines d'exemplaires sous timbre à 10 francs aux ouvriers ayant repris le travail.

Puis, c'est la valse des vitres pendant la nuit. Alors que la patrouille policière vient de passer et que tout semble calme dans le corridor, tout à coup, une volée de pierres s'abat dans les fenêtres des non-grévistes. Et en plusieurs endroits, c'est une grenade qui explose dans la cour faisant voler toutes les vitres en éclats, ou même dans la maison faisant des dégâts importants au mobilier et semant l'effroi dans la maisonnée et la terreur dans toute la cité.

Comme il y a quelques risques à casser des carreaux et qu'il faut encourager le jeu, alors, le chef de commandement paye. A Loos-en-Gohelle, un jeune briseur de vitres est pris. Il crache le morceau, dénonce ses coéquipiers et le chef... Et surprise, les aveux nous apprennent que pour chaque carreau cassé, l'équipe recevait 200 francs ? Il paraît même qu'aux mines de Béthune, on était plus généreux encore, chaque carreau cassé rapportait 300 francs à son auteur.

A coups de matraques !

S'apercevant que les ouvriers habitant les villages environnants étaient plus assidus au travail, les commandos furent dirigés contre eux. De véritables guet-apens sont organisés. Une équipe d'individus attend derrière une haie, dans un fossé, l'abri d'un pont, le ou les malheureux mineurs qui dans la nuit s'amènent en vélo. A une dizaine armés de gourdin et de matraques, de véritables

COMMENT ON FAIT DURER LA GRÈVE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Bandits masqués, tombent sur le camarade qui s'écroule assommé et est laissé pour mort sur la chaussée aux côtés de sa bicyclette complètement rendue inutilisable. Il a fallu plusieurs fois acquiescer des voitures pour transporter chez eux des ouvriers grièvement blessés.

Et qu'on ne s'imagine pas que ce sont là de simples cas isolés. Ce sont quelques exemples pris sur le vif que l'on peut multiplier par dizaines et que l'on retrouve tout au long du bassin minier long de 120 kilomètres. Dans chaque puits, dans chaque cité, il y a environ une vingtaine de «durs», exercés pour ce genre de métier. Ils se réunissent clandestinement dans la maison de l'un d'eux, ou dans les champs, voire dans un petit bosquet, pour arrêter les plans d'attaque.

Quand dans quelques puits, comme à Sallaumines (concession de Courrières) il est constaté un nombre imposant d'ouvriers au travail, les commandos rappellent la nuit de tous les enviers et font la chasse aux travailleurs. C'est ainsi que du jour au lendemain, on constate une baisse sensible des rentrées pour les puits intéressés.

Voilà comment la grève est organisée par la C.G.T. communiste et comment elle est menée. De telles méthodes, de tels procédés déshonorent à jamais ceux qui les inspirent et les commandent. Ils sont indignes de la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter.

Honneur aux Mineurs

Mais, aussi, comment ne pas admirer le courage dont font preuve les mineurs qui affrontent chaque jour de tels dangers. Quand on pense que malgré toutes ces menées terroristes, il y a actuellement 80 % d'ouvriers qui travaillent et qu'il y en aurait au moins 95 % (à Bruay, ils étaient 96 % le 17 Novembre) pour l'ensemble du bassin minier du Nord.

Pas-de-Calais et la liberté totale était assurée.

Peut-on encore oser dire devant ces faits que les mineurs veulent la grève à outrance ?

N'est-ce pas la condamnation éclatante de la grève illimitée voulue et imposée par la C.G.T. ?

Est-ce à dire que les mineurs sont complètement satisfaits de leur sort ?

Bien sûr que non. Comme tous les travailleurs de France, ils ont faussé leurs revendications et ils

ne les abandonnent pas pour autant. Ce qu'ils veulent, en particulier, c'est que le coût de la vie baisse. Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir vivre décemment en travaillant librement.

Mais, ils ne veulent pas de la grève illimitée par tous les moyens.

Mais, ils ne veulent pas du sabotage de leur gagne-pain, du patrioisme national que représentent les mines.

Dans un sursaut de leur conscience de travailleurs français justement indignés ils ont dit non au sabotage et au vandalisme.

HONNEUR A EUX,

Louis DELABY.

Autre conséquence de la grève

La Sécurité Sociale Minière

tera, elle aussi, les frais

Nous aurons d'autres occasions de reparler des pertes générales subies du fait de la grève voulue par la C.G.T., ce que nous voudrions exposer aujourd'hui à nos camarades ce sont les répercussions de cette grève dans un domaine qui les touche de près : LA SECURITE SOCIALE.

Si l'on a pu dire et écrire que la grève est une arme terrible pour

les travailleurs et qu'elle est à double tranchant, ceci s'avère terriblement vrai en ce qui concerne notre régime de Sécurité Sociale. Tout le système de financement repose sur le prélèvement des cotisations ouvrières et patronales basées sur le salaire de l'ouvrier. De toute évidence, s'il n'y a pas de salaires payés, il n'y a pas de recettes pour les caisses ; c'est dans ce sens que la grève a de graves répercussions dans tous les compartiments de ces organismes ; mis à part les accidents du travail.

Il est encore trop tôt pour évaluer approximativement les pertes subies ; il est néanmoins facile de se faire une idée de l'ordre de grandeur. Si l'on considère par exemple que pour les Caisses de Secours les dépenses équivalent aux recettes ; que dans la généralité des cas nos caisses se trouvent aux prises avec de réelles difficultés financières, on ne voit pas très bien le moyen d'en sortir sans faire de nouveaux appels aux organismes supérieurs, que ce soit aux Unions Régionales ou à la Caisse Nationale.

Les Unions Régionales feront sans doute ce qu'elles pourront, mais nous savons aussi qu'elles sont de création relativement récente, qu'une partie importante de leurs fonds sont engagés dans les frais d'installation... Ces Unions Régionales demanderont dans le cas où elles seraient en mesure d'aider les caisses de leur ressort à être couvertes par la Caisse Nationale...

Les répercussions de la grève se feront également sentir dans les autres compartiments, la ventilation des cotisations constituant le plus clair de l'encaisse des fonds spéciaux. Pour ne citer qu'un exemple, prenons celui du fonds de gestion d'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE dont le but essentiel est de promouvoir l'équipement sanitaire et social de la Sécurité Sociale Minière vue sur le plan d'ensemble.

Il est hors de doute que ces appels de fonds aux U.R. ou à la C.A.N. ne manqueront pas d'avoir des répercussions sensibles, dans un proche avenir, sur la marche de l'institution qui, devant faire face aux difficultés financières nées de la grève, ne pourra passer à la réalisation des projets actuellement à l'étude et qui doivent concourir, pour leur part, à donner aux travailleurs de la mine le maximum de garantie des soins qui doivent leur être dispensés.

Il est trop tôt pour chiffrer exactement le «manque à gagner» de la Sécurité Sociale Minière, mais il n'est pas osé de dire que ces pertes se chiffrent par CENTAINES DE MILLIONS...

Comment, dans ces conditions, envisager le relèvement des indemnités journalières de maladie ? Comment, pour l'immédiat, envisager d'autres améliorations au bénéfice des travailleurs ?

Je sais, pour avoir entendu cela très souvent, qu'il y a des réserves à la Caisse Autonome Nationale... Nous avons déjà donné à connaître de notre opinion sur la question.

En tous cas, il est heureux que ces réserves existent, elles permettent de ne pas laisser sans soins les travailleurs et leur famille... Encore faut-il admettre que ces fonds n'est pas inépuisable...

Quant au fonds de gestion des retraites, lui aussi, en prend un «vieux coup» dans l'histoire, ce qui risque de compromettre les réalisations adoptées par le Conseil d'Administration de la C.A.N. au cours de sa dernière séance.

Triste bilan en vérité ! Car dans cette grève aventureuse où la politique ne l'a pas sur le professionnalisme, la classe ouvrière des mines est perdante sur tous les tableaux. Beau résultat, vraiment, sur lequel des militants bien plus politiques que syndicalistes supportent de lourdes responsabilités.

Pierre GRAVEND.

Félix PIERRAIN.

LES PETITS ECHOS DE LA MINE

ET D'AILLEURS

QUI DIT MIEUX ?

200 BALLES

La vérité sort souvent de la bouche des enfants, dit-on, mais il est terriblement dangereux de se servir d'eux ! Pour certaines besognes, tout au moins.

C'est ainsi qu'à LOOS-EN-GOHELLE, un gamin de 14 ans s'est fait pincer au moment où il lançait des pierres dans les vitres des logements habités par les camarades qui avaient repris le travail.

Arrêté, il ne tarda pas à «se mettre à table» et avouer qu'il recevait 200 frs. par carreau cassé. Ceci valut l'arrestation des «dignes» adultes qui avaient si bien l'intention de faire la besogne qu'ils n'osaient pas accomplir eux-mêmes.

Cela démontre bien le courage de ces «durs» qui savent si bien «s'esbigner» lorsque leur petite personne encourt certains petits risques !

—o—

5.000 BALLES

Il s'agit ici d'une autre petite histoire dont l'intérêt n'a sans doute pas à se vanter...

A BILLY-MONTIGNY, un groupe de camarades surprennent un «vitrerie» qui s'apprêtait à opérer. Cela lui valut une rossée, tout ce qu'il y a de soigné et notre type ne trouva rien de mieux en guise de conclusion que de proposer à ses massueurs occasionnels une somme de 5.000 frs.

Non pas pour les inciter à recommencer la séance sur un de ses comparses, non pas pour les inviter à faire la besogne qu'il avait si bien ratée, mais tout simplement pour leur demander DE BIEN VOULOIR SE TAIRE AU SUJET DE CE PETIT INCIDENT ! Dame, il avait réalisé que cela pouvait lui valoir quelques petits ennuis...

Encore un «dur» qui ramollit bien subitement !

—o—

UN VOLONTAIRE ! !

Cela ne veut pas dire qu'il soit impossible de trouver quelque entêté... Il s'en trouve tout de même.

Témoin : ce certain HEVE Roger, condamné par le Tribunal de Valenciennes à quatre mois de prison. Ce «loussier» avait un faible pour le sacage de mobilier et le sacage de G... des ouvriers qui reprenaient le travail. Or, tenez vous bien, le bonhomme en question est un ancien «client» de la Cour de Justice par laquelle il fut condamné à l'indignité nationale et à un mois de prison pour être allé travailler VOLONTAIREMENT EN ALLEMAGNE NAZIE.

Volontaire pour l'Allemagne, sa-boteur en France, ce triste individu n'a certainement pas volé la condamnation qu'il vient d'encourir et qui lui rappellera, espérons-le, que le pays qu'il a renié s'appelle toujours la France.

Et que l'on ne peut, impunément, y satisfaire toutes les fan-

taisies d'un nazi toujours dans le camp des adversaires de la Patrie et de la Liberté.

—o—

UN AUTRE "DUR"

Nous avons déjà eue l'occasion d'épingler le délégué employé de la C.G.T. pour les Services Centraux du groupe de Lens, le camarade VANACKER, lequel avait profité d'un avancement vertigineux, ce qui ne l'empêchait pas de se vanter d'avoir été un an sans mettre les pieds devant sa table à dessin...

Suite à la grève de l'année dernière, Monsieur Vanacker se tint coi mais il fit une réapparition assez sensationnelle au piquet de grève de la toute récente...

Lorsque les employés reprirent le travail, Monsieur Vanacker fit «suspens» mais à la surprise générale, il est réapparu à son bureau le 19 Novembre. Et ce jour là, plus décidé que jamais, à bouillonner ferme, il franchissait la grille une demi-heure avant l'heure normale !

Tout ceci amène les employés de Lens à se poser certaines questions :

LE «DUR» VANACKER SE-RAIT-IL SUR LES GENOUX ? ? ? AURAIT-IL DEFINITIVEMENT LAISSE TOMBER SON COMPERE GARNETT ? ?

QUELS ENGAGEMENTS A T'IL PU PRENDRE CETTE FOIS ? ?

Car, (et ils n'ont sans doute pas tort) les employés de Lens pensent que pour sauver sa petite «plaque» le «délégué» Vanacker, a dû consentir à quelques petites «concessions» ! !

Ne nous cachons pas pour dire que nous pensons comme eux, et c'est pourquoi, avec eux, nous insistons surtout sur la dernière question :

Où, QUELS ENGAGEMENTS, a-t'il pu prendre cette fois ? ?

—o—

ET CE CONSEILLER !

Quant à BEDU Augustin, il est, lui, non seulement employé au chemin de fer du groupe de Lens, il est aussi conseiller municipal communiste de la même ville.

C'est sans doute en se servant de nos «autorités» qu'il appelle le piquet de grève de la fosse 2 pour obliger les employés des Bureaux Centraux à déguerpir.

Seulement, Augustin est un sage (il) sa participation à toutes ces petites histoires se fait bien «en douceur»... Et puis, Augustin tient lui aussi à sa petite place et il ne fut pas le dernier, (loin de là) à reprendre le travail...

Au diable le parti, au diable les consignes, Augustin ne tient pas à se nourrir d'une pomme de terre par jour ! !

Et pour éviter toute difficulté, en homme prévoyant, Augustin allait au devant de tous ceux qu'il pouvait rencontrer pour leur affirmer, la main sur le cœur, (pas Auguste !) que tout ce qui pouvait se raconter sur son compte n'é-

tait qu'infecis bobards ! !

Encore un qui sait se «tirer des paties»...

Nous pourrions citer d'autres exemples à longueur de colonnes.

Mais à quoi bon !

Chacun sait bien que les conseillers ne sont pas les payeurs et que cette fois encore les exécutifs auront su, pour la plus grande part, tirer leur épingle du jeu, dépendant que les «lampistes», leurs victimes, auront trinqué...

Une fois de plus, comme d'habitude ! !

FURET.

La C.G.T. veut-elle tuer la Grève ?

(SUITE DE LA PAGE 1)

font en difficulté avec le Ministère de l'Intérieur. L'Humanité-Dimanche (succédané de l'Humanité quotidienne depuis que les journaux paraissent le lundi au lieu du dimanche), avait beau prétendre, en lettres énormes, que «Paris a fait grève», il n'était que de voir la foule des piquets qui se pressaient dans les grandes artères et aux alentours des gares pour se rendre à leur travail — et bien que ce fût un samedi — pour avoir une idée du succès remporté par la grève dite générale.

Criminel, parce que cet emploi abusif de l'arme ouvrière la plus efficace est le plus sûr moyen de la déconsidérer. Les Parisiens ont été gênés par la désorganisation des transports, les ménagères par la baisse de pression du gaz — les secteurs les plus touchés et les plus sensibles, lorsqu'on prétend justement entretenir un climat de mécontentement — mais il fallait entendre les réflexions lancées, à l'adresse des promoteurs du mouvement, sur les plates-formes des autobus, dans la cohue du métro ou dans les bureaux ou des ateliers, au terme des longues étapes parcourues à pied.

Quelqu'un a remarqué que le métro parisien s'énorgueillissait de ne s'être, pour ainsi dire, jamais arrêté jusqu'en Août 1944... Il s'est raltrapé depuis, mais prenons garde que les millions d'usagers, brimés par une poignée d'excités, ne se lassent d'un pareil traitement. Déjà, la majorité des travailleurs a prouvé qu'elle était hostile à la grève politique, déglanchée inconsidérément, le danger, demain, est que cette lassitude ne se transforme en rébellion et que les mots d'ordre, même lorsqu'ils seront justifiés par la défense d'intérêts légitimes ouvriers, ne trouvent plus aucun écho.

Pierre GRAVEND.

Félix PIERRAIN.

POUR "LEUR" NOEL

(SUITE DE LA PAGE 1)

trée dans le cycle des fêtes de fin d'année. Triste Sainte Barbe 1948 dans nos cités minières, dans nos familles...

Triste fête de Noël pour les tout-petits qui risquent de s'entendre conseiller, à leur grand étonnement, de ne pas déposer leurs souliers dans la cheminée, parce que... ? ?

Il ne faut pas que nos mamans soient obligées de trouver une explication au fait que Noël ou le Petit Jésus ne «passera» certainement pas... Il ne faut pas que pour «ELLES» et pour «EUX», cette fête de Noël soit une occasion d'amertume...

A vous tous qui savez ce que valent le réveil bruyant du matin de Noël, les exclamations joyeuses de ces tout-petits, émerveillés devant si peu de chose parfois, nous vous demandons, ENCORE un effort.

A vous qui nous avez fait parvenir un modeste mais magnifique billet de 100 frs. en vous excusant de ne pouvoir faire plus, nous osons dire que peut-être vous pouvez renouveler votre geste.

A vous tous qui vous êtes organisés dans vos ateliers, dans vos sections syndicales, dans vos dépôts de chemin de fer, nous osons vous demander de «tenir» encore suffisamment pour nous assurer un nouvel envoi...

Ce que nous voudrions, c'est assurer aux foyers chargés de famille une JOURNÉE DE PAIN supplémentaire, pour que les mamans puissent faire en sorte que les souliers ne restent pas désespérément vides...

Ah, croyez-le, on n'est pas ingrat au pays noir... La générosité et la reconnaissance sont à la mesure de la dure besogne qui s'y accomplit...

Faites en sorte qu'en ce prochain jour de Noël les nobles épouses et les enfants de nos mineurs vous bénissent...

Et nous vous assurons qu'en ce jour de la Nativité ils prieront pour que règne enfin : LA PAIX PROMISE AUX HOMMES DE BONNE VOLONTE.

Comme pour les souscriptions envoyées jusqu'à ce jour, vos souscriptions peuvent être adressées à :

Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs
19-21, rue Diderot, LENS C.C.P. LILLE 123-42
ou à Louis DELABY
19-21, rue Diderot, LENS C.C.P. LILLE 88-63.

«T'es raison ém' n'm' homm'» qu'al' fait Delphin' ardév'ne tout' car' car al' l'avot bin querr' sin Baptich', et si d' temps in temps, al' aimot bin f'air' marcher, al' n'allot jamais trop' ong, car al' savot qu' cha li faizot d'el' pein' «Té sais bin qu' j'ai pus querr' à t' vir' rind' servie' aux gins que d'ed' savoir au cabaret... Et alors quoqu' té décid' pour ed'main ?».

«Bin» qui répond Baptich' in s'gratiant sin minton, «cha mimbé' d'arfuser cha à ch' tiot pèr', épis d'in aut' côté j'eros bintôt si querr' à n' point y aller... Armarqu' aussi que depuis l' temps qu' j'in ai l'intind' parler du syndicat lib' qu'ech' s'ros assez curieux d' savoir exacemint ch' que ch'est... Seul'mint comm' j'emm' connos, si ch'est intéressant, j'ai peur d'ém' laicher dir' et d'arprind' du servie', car malgré ch' que té pinss', j'emm' sus point fache d'avoir in p'tit peu d' tranquillité... Ach' t'heur', si Cath'rin' Berlaf est v'ne nous inviter, ch'est imbétant d'enn' point y aller... A moins qu' j'iros l'artrouver après l' réunion ?».

«A quel' heur' que ch'est l' réunion», qu'al' demand' Delphin'.

«A l'ros z'heur' ed' mi».

«Ehln, fais différammint ! Pass' d'abord par mon Cath'rin' et prinds Berlaf avec ti... Piqu'y n' va point au cinéma, y s'ra bin content d'aller avec ti, et vous r'verez insamb' ap'ès l' réunion».

«Ch'est vrai, ch'est éinn' idée, cha. Ech' va fair' dir' à ch' Tiot Pèr' ed' passer par ichi. N's'ra fin contint».

BAPTICH'

LA VIE D'UN MILITANT OUVRIER

PAR EL' MENEUX D' BIDETS

CHAPITRE II

AU CABARET D' LA «BELL' FEMM'»

Comm' dit fut fait. El' l'ind'main, vers tros z'heur' in quart, Baptich' et ch' Tiot Pèr' épis Berlaf es' trouvot' au cabaret d' Zulma qu'in surnommot la Bell' Femm'. El' sall' ar' samblot à graminnt d' cabaret du pays noir. Au mur y avot ein jeu d' fléchett's et plusieurs grands cadrs arprésentott' el' pris' ed' la Bassin' in 89, el' signatur' ed' l'Armistiss' in 18. Y avot cor, comm' pour rappeler les habitud's d'avant la guerr' 14, in couvet in cuivr' sur einn' tiot' armoir' qui servot aux mineurs pour allumer leur pip'. Comm' y avot person' in dehors d'euss', ech' Tiot Pèr' piénot in tiot peu. Il allot d'ech' comptoir al' fernett' es' demandant qué nouvell'. A la fin, s'adressant à l' cabartier', y dit «ditt' Zulma, ch'est bin ichi qu'y a einn' réunion ?».

«Du moins», qu'al' répond la Bell' Femm', «ch'est l' garchon d'ech' Loleux qui est v'nu arténir el' sall' ed' répétition pour Tros z'heur' ed' mi... T'nez, el' v'la justemint qu'il arriv' avec des camarad's».

In effet, el' port' al' s'euvr' et tros, quat' person' rintr' accompagnant ein typ' assez grand, tenant ein vélo al' main avec einn' serviet' al' l'entour d'ech' cadr'.

«Bonjour Madam'» qui fait l' typ' avec sin vélo, in soul'vant s' casquett' : «Je peux me permettre de rentrer mon vélo, Madame?».

«Bien sûr», qu'al' répond Zulma, «ch'est point l' momint, à l' brém'm' d'el' laicher à l' port'».

«Bonjour les amis», qui fait l' mém' homm' in serrant la main à tierlouss' comm' si il les connaitssot déjà.

Comm' y n' v'not point d'autr's gins, el' camarad' d'ech' Tiot Pèr' y dit «Bin, si in pas-

sot d' l'autr' côté... In pourrot toudis commincher nos p'tit' réunion».

«Qu'in y voch'» qui fait ch' Tiot Pèr'. Et chaquin prenant s' quayell' épis s' chop' pass' dins l' sall' ed' répétition.

Y avot in tout, 9 person'ns, y compris l' confrencier. Baptich' y s' dizot à part li, «Heureus'mint qu'in est v'nu, nous autr's, autrement, y autot person'».

Tout l' mond' s'assit autour d'el' grand tab'. Pindant qu'y déplié s' serviet', el' garchon d'ech' Loleux, comm' al' dizot la Bell' Femm', y s' met à présinter l' confrencier.

«Les amis» qui fait comm' cha d'in air assez imprunté, ech' sus heureux d' vous présinter el' camarad' Jul' DARTOIS secrétair' des Syndicats Lib' d' tout l' Pas-de-Calais qui va nous parler du Syndicat Lib' des Mineurs. Ech' l'armercie d'êtr' v'nu nous rind' visitt'. Et y s' rassit.

Tout in restant assis, Jul' DARTOIS comminch' tout d'abord par s'ur' sin tabac, à bourrer s' pip' et à in offrir aux copains, pis y dit in manière d'introduction.

Mes camarades, je ne suis pas venu pour vous faire une conférence à proprement parler, mais surtout pour faire connaissance avec vous tous et pour parler avec vous de l'action syndicale. Pratiquement, c'est une conversation amicale que je voudrais avoir avec vous.

«Alors, qu'est-ce qu'on raconte du syndicat dans votre cité ?»

(à suivre)

Paris, le 8-10-48
LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE
à M.M. LES INGENIEURS EN
CHEF DES MINES
Service Production
P.D.M. 36527
P.D.M. 338

OBJET : Relèvement des salaires
dans les exploitations
minières et assimilées.

Par circulaire P.D.M. 367 du 2-10-48, je vous ai donné des instructions au sujet de l'application, aux exploitations minières et assimilées de l'arrêté du 23 septembre 1948.

D'autre part, le journal officiel du 5 octobre a publié (page 915) la circulaire du 4 octobre 1948 de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, dont les dispositions sont valables pour les mines puisque l'arrêté du 23 septembre 1948 qu'elles commentent, s'applique à celles-ci.

Il me reste à vous donner des explications complémentaires pour répondre à des questions qui m'ont été posées :

1) PRIMES

a) L'indemnité horaire de 7 frs étant uniforme, n'est pas comprise dans le salaire proprement dit et ne s'ajoute pas à celui-ci pour la détermination des primes de services rendus des ingénieurs, ou des primes de rendement des agents de maîtrise, techniciens et cadres administratifs. De même, il va de soi que les majorations d'ancienneté ne lui sont pas applicables, puisqu'elles s'ajoutent au coefficient de hiérarchie professionnelle.

b) Quant aux primes prévues au paragraphe c) (primes fixes) et d) (primes diverses à caractère exceptionnel de l'article 16 du décret du 14 juin 1946 qui sont fixées par les employeurs, elles ne doivent subir aucune modification du fait de l'arrêté du 23 septembre 1948, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 H de la circulaire du 4 octobre 1948. L'indemnité uniforme de 7 frs par heure s'ajoute, en effet, au salaire brut sans y être incorporée.

2) INDEMNITE DE PANIER

La situation est différente pour l'indemnité de panier visée à l'alinéa b) de l'article 16 du décret du 14 juin 1946. Cette indemnité a, en effet, un caractère de remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas qu'entraîne pour les travailleurs, le travail de nuit. Ces frais s'étant accrues, il me

paraît nécessaire pour les raisons que celles qui justifient l'attribution de l'indemnité uniforme, d'augmenter cette indemnité de panier, qui comprendra donc, d'une part, une somme égale à une heure de salaire de la catégorie 2, respectivement du fond ou du jour, d'autre part, la somme de 7 frs, égale à l'indemnité uniforme.

3) ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE AUX PERSONNIERS DE GUERRE TRAVAILLANT DANS LES MINES.

Ainsi que le rappelle la circulaire M.O. 148-48 du 20 septembre 1948 de M. le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, les circulaires émanant de son Département ont toujours posé le principe de la parité entre les salaires des ouvriers français et les salaires des comparaisons des P.G. affectés dans la même région à la même profession.

Pour cette raison, le Ministre du Travail indique dans la circulaire précitée, que les salaires de comparaisons des P.G. doivent subir la même modification, une majoration de 2.500 frs correspondant à l'attribution aux ouvriers civils de la prime unique uniforme et exceptionnelle du même montant prévue par l'arrêté du 6 septembre 1948.

Pour la même raison, l'indemnité prévue uniforme de 7 francs par heure doit être ajoutée aux salaires de comparaison des P.G. travaillant dans les mines pour lesquels la circulaire P.D.M. 277 du 17 mai 1947 vous avait fait connaître les nouvelles conditions de leur rémunération qui était rendue équivalente à celle des travailleurs libres des exploitations minières.

4) INDEMNITE HORAIRE DE 2 frs, 35.

L'indemnité horaire de 2 frs 35 attribuée par l'article 1er de l'arrêté du 31 décembre 1947 au personnel ouvrier de la catégorie 1 est bien entendu, maintenue, c'est-à-dire qu'elle ne s'impute pas sur la nouvelle indemnité uniforme de 7 frs. Elle continue à jouer dans les conditions fixées par le 2. de la circulaire P.D.M. 334 du 7 janvier 1948.

Pour le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
Le Directeur des Mines
Signé : PERRINEAU
P. S. L'indemnité horaire, de 7 frs, ne subit les abattements de zone, mais elle est majorée de 10 % pour la prime de régularité. De plus un arrêté ministériel fait également bénéficier cette indemnité des majorations de revalorisation minière.

LES MINEURS NE SONT PAS VAINCUS

(SUITE DE LA PAGE 1)

que doivent employer les travailleurs et quand tous les moyens de conciliation ont échoué, car elle est, par excellence, une arme à double tranchant, se retournant parfois contre les travailleurs eux-mêmes. Les militants ouvriers, soucieux des vrais intérêts de leurs camarades de travail, ont pour devoir de ne pas les laisser s'engager dans des mouvements d'où la classe ouvrière sort meurtrie et sans aucun profit, ni pour eux-mêmes, ni pour le pays.

Mais il y a plus grave encore à nos yeux : ce serait de croire que la corporation minière a été vaincue dans cette grève, aventureuse qui, très vite, a quitté le terrain professionnel pour se situer sur le plan politique.

Que l'on nous comprenne bien : et nous pesons tous les termes de ce que suit :

A ceux qui croient le moment venu de pouvoir « serrez » la classe ouvrière des mines.

A ceux qui pensent que la classe ouvrière des mines est battue et que cette grève politique avortée est une défaite de la classe ouvrière.

NOUS DISONS : NON !

Qu'on ne s'y trompe pas : avec leurs frères de travail des autres corporations, les mineurs veulent une vie normale, décente, qui leur permette de sacrifier un épi pour une fleur.

Plus que jamais, avec toute la C.F.T.C., nous continuerons l'action nécessaire pour une juste rémunération et une répartition

équitable des fruits du travail. Plus que jamais nous lutterons pour faire cesser tout cet agiotage faussant les courants de distribution, laissant aux uns des bénéfices scandaleux tandis que les autres n'ont qu'à tirer le diable par la queue pour joindre les deux bouts. Quel que soit le gouvernement qui passe, nous réclamons de lui, non pas seulement la terreur, mais bien de la brutalité et cela est nécessaire.

D'accord pour qu'il fasse respecter la liberté du travail, même en employant la force, mais cette force doit être également employée contre tous les profiteurs exploitant la misère humaine ; ne pas le faire serait non seulement un crime contre les travailleurs, mais aussi envers le pays lui-même.

Qu'on ne s'y trompe pas : le salut du pays et des travailleurs se trouve dans des mesures dracونيennes qu'il faut avoir le courage de prendre, quelles qu'en puissent être les répercussions politiques électorales.

Il faut en finir une bonne fois avec tous les alémanismes.

La parole est au Gouvernement ; qu'il se souvienne qu'il sera soutenu par les travailleurs dans la mesure où il aura le courage de prendre les mesures qu'il s'impose pour le monde salarié.

Nous voulons vivre en travaillant et connaître, non pas la vie étiquée actuelle, mais la vie normale, décente, à laquelle a droit tout être humain fournissant son travail à la communauté.

FELIX PIERRAIN.

Un adhérent de la C.F.T.C., un lecteur de l'Echo des Mines

commande ses imprimés à

l'Imprimerie Coopérative de la Centrale

21, Rue Diderot à LENS (P.-de-C.)

AVIS AUX ABONNES

L'abonnement pour un an est fixé à 150 Frs. pour le Nord et le Pas-de-Calais.

160 Frs. pour les autres départements.

6 mois 80 Frs.

La fin de l'abonnement sera signalée par l'envoi de deux numéros sans bande de couleur. Les abonnements non renouvelés 8 jours après la même bande seront mis en recouvrement postal, frais d'encaissement en sus.

Tout changement d'adresse doit être accompagné de 10 francs en timbres-poste.

Les bourses des Mines

Au moment où notre « ECHO des MINES » va amplifier « ses » voix, qui diront l'« ECHO » d'ailleurs, en paraissant deux fois par mois, nous avons pensé d'ouvrir dans ses colonnes une chronique « Bourses des Mines », qui donnerait toutes explications sur l'attribution de celles-ci en répondant aux demandes de renseignements qui nous sont adressées, et tiendrait nos lecteurs et syndiqués au courant de toutes modifications possibles du règlement ; SERVIRAIT notre Classe Ouvrière des Mines en faisant connaître davantage ce que nous avons appelé « une heureuse innovation » que nous espérons « parfaite » (ECHO n° 27 Novembre 1947).

Ainsi donc, nos camarades, que la question intéresse, peuvent nous demander toutes précisions au sujet de ces bourses, comme l'on déjà fait un bon nombre de syndiqués, auxquels, d'ailleurs, nous avons toujours répondu, mais sans que cela ait pu servir à d'autres.

Les demandes de renseignements sont à adresser à la Centrale des Syndicats Libres « Service Bourses des Mines », 21, rue Diderot à LENS.

A toute demande, il sera répondu dans l'ECHO des Mines, sous l'indication des initiales ou du pseudonyme utilisé par le demandeur et de son lieu d'habitation.

Nous espérons ainsi, mettre à la portée de tous une chronique de renseignements que les intéressés alimenteront eux-mêmes en nous écrivant.

Dès ce jour nous commençons

à répondre à quelques correspondants :

A. F. à Bruay-en-Artois -

Ma belle-sœur, veuve d'un ouvrier du jour, a deux enfants dont l'un poursuit ses études. Peut-elle faire une demande de bourses des mines ?

REPONSE : Oui, si cet ouvrier était aux mines au moment de son décès. Adressez-vous au service où était occupé le mari de votre belle-sœur ou à la direction du groupe.

F. D. à Courcelles-lez-Lens -

J'ai un fils qui me donne satisfaction à l'école, pensez-vous qu'il me serait possible d'obtenir une bourse des mines pour lui faire poursuivre ses études, car sans cette éventualité, il ne serait pas possible de le faire.

REPONSE : Si réellement votre fils est intelligent et se classe bien à l'école, vous pouvez l'engager dans ses études secondaires. Votre fils aura à passer l'an prochain le concours des bourses des mines puisqu'il aura moins de douze ans au 31 décembre 1949. S'il est reçu, le coût des études est entièrement couvert ainsi que les frais d'entretien.

P. D. à Aubercourt -

Mon fils poursuit ses études dans un collège libre j'ai fait une demande de bourse des mines. Pensez-vous que je pourrais l'obtenir ?

REPONSE : Actuellement, une condition restrictive n'attribue ces

INDEMNITES DE DEPLACEMENT

M.O.S. 470-P. 4255. N. 27 C
100-427 C

Objet : AVANTAGES EN NATURE
Frais de transport du lieu d'habitation au lieu de travail.

NOTE DU 14 OCTOBRE 1948 à Messieurs les Directeurs Délégués des Groupes d'Exploitation.

L'agent qui se rend par ses propres moyens de son lieu d'habitation à son lieu de travail, en l'absence ou non de moyen de transport en commun, perçoit une indemnité égale au prix réglementaire homologué des cartes d'abonnement de travail.

Nous vous avons signalé dans la circulaire M.O.S. 3c du 29 janvier 1948 que les taux indiqués dans la note P.O.S. 3.382 du 18 novembre 1946 étaient par erreur supérieurs aux prix des cartes d'abonnement de la S.N.C.F. même après l'augmentation de ceux-ci en date du 24 novembre 1947.

Ces tarifs viennent d'être majorés de 100 pour cent à partir du 4 octobre.

bourses qu'aux élèves fréquentant des établissements secondaires privés subventionnés par l'Etat. Je suppose que ce n'est pas votre cas. Vous pourrez lire dans le Numéro 27 de l'ECHO des Mines du mois de Novembre 1947, ce que nous pensons sur ce problème. Notre action continue pour sauvegarder la liberté de nos familles ouvrières dans ce domaine.

Victor VANLERENBERGHE,

Notre barème en vigueur reste néanmoins légèrement supérieur à celui de la S.N.C.F. pour une distance aller et retour inférieure à 26 kms, il lui est inférieur au-delà.

En conséquence, le barème de la page 3 de la note P.O.S. 3.382 du 18 novembre 1946 est remplacé par le suivant à partir du 4 octobre 1948.

Parcours aller et retour journalier	Indemnité journalière
8	10,20
9	11,15
10	12,05
11	13,00
12	13,95
13	14,85
14	15,80
15	16,70
16	17,05
17	17,40
18	17,80
19	18,20
20	18,55
21	18,90
22	19,25
23	19,65
24	20,00
25	20,40
26	21,00
28	21,65
30	22,35
32	23,00
34	23,65
36	24,35
38	25,05
40	25,75

Le Directeur Général Adjoint
P. BASELHAG

Le Secrétaire Général
AUREL

Chez les Employés des Mines...

VICTOIRE pour l'Allocation Spéciale

PROPOSITION DE LOI (1)
Tendant à modifier l'article 154 (modifié par la loi 48-1542 du 1er octobre 1948) du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité Sociale dans les Mines

(Renvoyée à la Commission de la Production Industrielle)

présentée par :
M. Louis BEUGNIEZ, député avec demande de discussion d'urgence, conformément à l'article 61 du règlement.

EXPOSE DES MOTIFS

L'Assemblée Nationale a été saisie à plusieurs reprises de propositions de loi tendant à étendre à l'ensemble du personnel bénéficiant du régime spécial de la Sécurité Sociale dans les Mines l'ALLOCATION SPECIALE payée aux AFFILIES totalisant TRENTE années de services miniers dont DIX au Fond pourvu que soient remplies les deux conditions suivantes :

- 1°) continuer le travail à la mine
- 2°) totaliser TRENTE ans de services miniers.

Je rappelle pour mémoire :

a) la proposition Nr 53 du 12, 12-46 présentée par M.M. MECK, BEUGNIEZ, CATOIRE, LESCHIELLOUR et SAUDER, stipulant dans son article 12 : « le personnel de surface comptant au moins TRENTE années de services miniers bénéficie de l'allocation spéciale prévue à l'article 154 au taux de 26.000 frs » ;

b) la proposition Nr 3220 du 3 février 1948 présentée par M.M. SION, MAZUEZ, DEIXONNE et LAURENT prévoyant : une allocation aux affiliés ayant accompli TRENTE années de services à la surface en qualité d'ouvrier au taux de 16.070 frs. ;

c) la proposition Nr 5017 du 24 juillet 1948 présentée par M.M. LECOEUR, ROUCAUTE, Mme SCHELL, M.M. PATINAUD et LAMBERT, attribuant cette allocation aux affiliés de la C.A.N. justifiant de TRENTE années de services au taux de 27.500 frs. pour ceux n'ayant pas accompli 10 ans de travail au Fond.

Connaissant ces différentes positions les travailleurs des Mines furent surpris de ne pas retrouver dans la loi 48-1542 du 1-10-48 l'amélioration réclamée par toutes les organisations syndicales d'ouvriers, d'employés d'agents de maîtrise, d'ingénieurs et cadres, envisagée favorablement par le Conseil d'Administration de la C.A.N. et votée à l'unanimité par la Commission de la Production Industrielle de l'Assemblée Nationale (cf. Rapport 4407 fait par M. SION le 2 juin 1948 dont le texte initial fut modifié le 24 septembre 1948 par Erratum au feuil.

leton Nr 321).

La loi du 1er Octobre 1948 précise que l'allocation spéciale sera payée « AUX SEULS OUVRIERS, A L'EXCEPTION DES EMPLOYES ». Est-il utile d'attirer l'attention sur les difficultés d'application de cette rédaction ?

Cela signifie-t-il que les agents de maîtrise, cadres, ingénieurs, délégués-miniers, administrateurs de syndicats affiliés à la C.A.N., employés du fond remontés à la surface, employés du fond ou du jour comptant 10, 20 ou 30 années de services comme ouvrier avant leur promotion, etc., seront exclus ?

Par ailleurs, et cela est grave, c'est la première fois que l'on distingue, dans notre législation sociale des mines, les ouvriers des employés pour servir une prestation gagnée par les uns et les autres au prix de TRENTE années de travail et de paiement de cotisations.

Il n'est pas trop tard pour rectifier ce texte qui occasionne des remous - au moment où le calme doit revenir dans les bassins miniers - et d'innombrables difficultés d'interprétation et d'application se traduisant par des injustices.

Afin d'éviter une besogne considérable aux services administratifs de la C.A.N., je me permets de demander la discussion d'urgence ou le vote sans débat de la proposition suivante :

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE : Le cinquième alinéa de l'article 154 du décret du 27 novembre 1946, modifié par la loi Nr 48-1542 du 1er Octobre 48 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une allocation est également attribuée aux affiliés continuant de travailler à la Mine, qui ont accompli TRENTE années de services dans les Mines mais qui ne peuvent justifier de DIX années de travail au Fond ».

Paris, le 18 Novembre 1948,

DERNIERE HEURE

Le relèvement des retraites et l'allocation spéciale aux employés

Au moment de mettre en page l'Assemblée Nationale vient de décider de relever les prestations de la Caisse Autonome Nationale de VINGT-CINQ pour cent.

Il est à noter que cette majoration prend effet au 1er Septembre et que l'avance de 15 % qui avait été accordée NE SERA PAS RETENUE AUX BENEFICIAIRES

Par ailleurs, et suite aux démarches pressantes de la Fédération, un projet de loi présenté par Louis BEUGNIEZ, Président de la Commission du Travail a

été adopté par l'Assemblée Nationale au cours de sa séance du 25 Novembre. Le projet doit être soumis au Conseil de la République ; il ne manquera pas de l'adopter à son tour.

Ainsi, la regrettable distinction qui avait été faite disparaît...

Dans notre prochain numéro nous reviendrons plus en détail sur ces modifications.

Imprimerie Coopérative de la Centrale
rue Diderot, - Lens,
Le Gérant : J. SAUTY.

Autour de la grève

Comment les employés et Agents de Maîtrise sont traités par la C.G.T.

Cette nouvelle et longue grève a montré une fois de plus que les employés et agents de maîtrise notamment sont traités par les meneurs communistes de la C.G.T. comme de véritables mercenaires.

Lorsque les dirigeants communistes étaient à la tête des houillères, Messieurs LECOEUR (ex-qualité de ministre, DUGUET comme président des Charbonnages de France et tutti quanti, manifestent une vigueur toute particulière au rétablissement de l'autorité. Il fallait que l'agent de maîtrise soit obéi et respecté, l'indiscipline devait être sanctionnée, etc., etc., etc. L'ouvrier devait obéir et surtout, produire. La grève était proscrite comme un crime contre la patrie. Nous en reparlerons d'ailleurs.

Mais depuis que ces Messieurs n'ont plus l'assiette au beurre, leur langage, et surtout leurs actes, ont singulièrement évolué.

Les agents de maîtrise qui, de tous temps, ont été traités par les maîtres de la C.G.T. comme des « valets des compagnies minières », et qui, à la libération, ont tous été mis dans le même sac et traités comme de vulgaires collaborateurs par les dirigeants communistes, avaient cru bien faire d'oublier toutes les injustices dont ILS étaient l'objet, et avaient adhéré en grande partie à la C.G.T.

Ils espéraient ainsi atténuer les difficultés de leurs rapports avec le personnel ouvrier et s'assurer ainsi une certaine tranquillité en cas de coup dur.

Hélas, les nouvelles qui nous parviennent au fur et à mesure de la reprise du travail, prouvent une fois de plus que les meneurs communistes ne sont guère tendres pour cette catégorie de leurs adhérents.

Et pourtant, ces agents de maîtrise ne font que remplir scrupuleusement leur devoir de CADRES comme le leur rappelaient jadis Messieurs LECOEUR et DUGUET, qu'importe, pour avoir obéi à

l'ordre de réquisition d'assurer la sécurité, les agents de maîtrise voient les vices de leur maison voler en éclats, et même leur mobilier saccagé. Le gage de loyalisme qu'ils ont pu donner envers la C.G.T. depuis la libération ne compte pas ; le devoir qui leur était rappelé hier est devenu aujourd'hui une trahison et ces Messieurs la leur font durement payer.

Il en est de même pour les employés administratifs. Tant qu'on avait besoin d'eux pour assurer la paye, on les obligeait à travailler exigeant même qu'ils abandonnent une partie importante de leur salaire au profit de la caisse de grève. Et si le service rendu, on les mettait à la porte comme des malproches en attendant que chez les recalcitrants, on brise aussi les vitres des maisons.

Voilà où en arrive une organisation qui n'a plus de syndical que le nom et qui, pour arriver à ses fins politiques, interdit ce qu'elle a recommandé hier et utilise tous les moyens de brutalité imaginables pour y parvenir.

Si nous rappelons ces choses, ce n'est pas pour tenter d'humilier les camarades qui avaient cru au loyalisme cégétiste. Loin de nous cette pensée et à la C.F.T.C., nous avons trop le respect de la liberté individuelle des travailleurs pour leur reprocher leur attitude.

Mais nous savons que devant les vexations ignobles dont ils ont été l'objet, ils sont tentés de se laisser aller au découragement et abandonner toute organisation syndicale. Or, cela, il ne le faut pas. Les employés et agents de maîtrise ont plus que jamais des droits à faire valoir.

Pour ce faire, ils ont heureusement encore la liberté de choisir leur syndicat. Ils ont même le devoir de choisir s'ils ne veulent pas voir un jour leur liberté définitivement compromise.

Ce n'est pas nous qui leur dirons : « VOUS DEVEZ VENIR A LA C.F.T.C. ». Ecoute une fois, et nous insistons sur ces mots : les travailleurs sont entièrement libres de choisir, mais ils ne doivent pas rester inorganisés.

Mais ce que nous pouvons leur dire, c'est d'examiner sincèrement la valeur professionnelle et syndicale de la C.F.T.C. et sa qualité représentative.

Mais, ce que nous pouvons leur dire et leur rappeler, c'est tout ce que la Fédération des Syndicats Libres d'Employés et Agents de maîtrise des Mines a fait pour leur profession.

Et s'ils estiment que la C.F.T.C. est susceptible d'être à leurs yeux l'organisation syndicale complètement indépendante, complètement dévouée aux intérêts des travailleurs, capable de défendre courageusement et avec persévérance tous leurs droits, qu'ils y adhèrent librement. Ils ne seront pas accueillis chez nous à coups de briques, mais avec tout le dévouement et l'amitié syndicaliste qui animent les militants de la C.F.T.C.

Louis DELABY

Dernière minute

LES DIRIGEANTS DE LA C.G.T. SONT FORCÉS DE S'INCLINER devant la VOLONTÉ des mineurs

CELA DEVAIT ARRIVER, LES DIRIGEANTS DE LA C.G.T. ONT DU S'INCLINER DEVANT LA VOLONTÉ DES MINEURS DE REPRENDRE LE TRAVAIL.

CHACUN QUI PASSAIT MARQUAIT UN NOUVEAU RECORD DE CEUX QUI REFUSÈRENT AUX MINEURS DE SE PRONONCER LIBREMENT SUR LES RESULTATS OBTENUS AVANT LA GREVE, IL EST VRAI QUE CES MEMES DIRIGEANTS NE POUVAIENT QUE SE PRESENTER LES MAINS VIDES, S'ETANT ELIMINES D'EUX-MEMES DES DISCUSSIONS QUE NOTRE FEDERATION POURSUIVIT AVEC TENACITE ET AUXQUELLES NOUS AVONS TENTÉ DE LES RAMENER AFIN D'EVITER A LA CORPORATION MINIERE LA LONGUE ET DOULOUREUSE EPREUVE DE CES HUIT DERNIERES SEMAINES.

LES MINEURS NE SONT PAS VAINCUS, ILS ONT REMPORTE UNE MAGNIFIQUE VICTOIRE SUR DES CHEFS QUI LES ONT TROMPES.

LE PAYS TOUT ENTIER LEUR EN SAURA GRE.

Le Bureau Fédéral.

Montceau-les-Mines

Unité oui... mais laquelle ?

De différents côtés, nous apprenons que des travailleurs cégétistes nous reprochent d'avoir rompu l'unité ouvrière dont nous nous réclamions le 24 septembre, lors des réunions organisées par la C.F.T.C. pendant la grève de deux heures.

Il importe de faire une mise au point. Je pense que ces camarades n'ont pas une conception très juste ni très démocratique de l'unité. Celle-ci, pour être vraie, doit être consentie, voulue en conscience par les travailleurs sur des sujets très précis, sans qu'ils soient en soit atteints.

Je trouve scandaleux et profondément malhonnête ce bluf de la C.G.T. qui, dans ses communiqués exalte l'unité des mineurs dans la grève.

Je serais curieux de connaître l'opinion de nombreux travailleurs croyant naïvement que la liberté est pour tout le monde et se heurtent aux piquets de grève qui, par l'obstruction et la menace entravent la liberté du travail. Je voudrais savoir ce qu'ils pensent de ces listes de « Jaunes », lourdes de menaces que l'on voit dans les services.

Est-ce en créant un climat d'intimidation et de haine que l'on pense réaliser l'unité ?

Evidemment, dans un sens, l'Allemagne hitlérienne était unie... sous la trique ! Tout le monde

marchait d'un même pas, dans la même organisation et aux mêmes ordres. Dans ce charmant pays, comme actuellement dans certaines « démocraties populaires » il était de bon ton, si on tenait à sa santé de garder un silence prudent.

Est-ce cela que vous voulez ? Pour nous, C.F.T.C., nous ne voulons pas de cette unité artificielle souvent dictée par la peur et la force nous ne voulons à aucun prix de la dictature d'une fraction imposant à l'autre son point de vue.

Du reste, ne sommes nous pas en droit de nous méfier ?

On nous a si souvent, et avec une égale ardeur, prodigué la flatterie et l'injure, la « main tendue » et la menace, que nous nous demandons à quel moment ces messieurs sont sincères. Néanmoins, comme par le passé et chaque fois que l'occasion s'en présentera, nous sommes bien décidés à tout tenter pour réaliser cette unité.

Mais, je le répète, sur des revendications précises et sans que nous soyons obligés de rien sacrifier de nos principes et de notre programme, de même que nous saurons respecter l'indépendance des autres organisations.

En conclusion, UNITE, oui ! Mais unité d'hommes libres et non rassemblement d'esclaves.

R. BESSEIGE

du Syndicat des Mineurs de Montceau.

Notre Grande Famille...

NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de :

JEAN, 7ème enfant au foyer de Pierre POINSIGNON, du Syndicat des Ingénieurs et Cadres des Mines de Fer de l'Est.

JEAN-JACQUES, 4ème enfant au foyer de notre camarade BO-DEVIN, Trésorier de la section de Piennes.

Une petite fille, 4ème enfant au foyer de R. LINDEPERG, de la section de Piennes.

MICHEL, au foyer de Robert BAERI, de la section de Calonne-Ricouart.

COLETTE, au foyer de Denis PARENT, de la section de Calonne-Ricouart.

GERARD, au foyer d'Antoine PINTOIT, de la section de Calonne-Ricouart.

DANIEL, au foyer de Lucien LAURENT, petit-fils de Louis LAURENT, secrétaire de la section de La Clarence.

MICHELLE, au foyer de Charles VASSEUR, de la section de La Clarence.

ROGER, au foyer de Roland DESAULTY, de la section de La Clarence.

JEAN-CLAUDE, au foyer d'Emile DECAMPS, militant de la section de Bruay-Thiers.

HELENE, au foyer de OBLOK, de la section polonaise de Noyelles.

DANIELLE, au foyer de Bruno MALINOWSKI de la section de Sallaumines.

ARLETTE, au foyer de Pierre LEHUI, de la section d'Avion.

ANNE-MARIE, au foyer de Jean COPPIN, de la section de Liévin.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

MARIAGES

De Emile CARON, avec Melle Odette MORINVILLE, des employés de la concession de Béthune.

De Jean DELIGNE, fils de Louis DELIGNE, des agents de maîtrise de la concession de Béthune, avec Melle Geneviève DUCARIN.

De Jean GIRARD, employé, avec Melle Yvette SEVRIN, de la section de Béthune.

tion des employés de Brassac-les-Mines.

De Roger FOURET, employé, avec Melle Hélène BOYER, de la section de Brassac-les-Mines.

De Joseph STEFANSKI, de la section polonaise de Noyelles-sous-Lens, avec Melle Régine IWANKOWSKA.

Que ces jeunes foyers de travailleurs veuillent bien trouver ici nos vives félicitations et l'expression de nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

DECES

Nous apprenons avec peine les décès de :

Stanislas PLUTA décédé à Carvin dans sa 45ème année.

Le 11 Novembre, A HENRI-LETTARD, ont eu lieu les funérailles de Daniel FARINEAU, membre de la section, MORT POUR LA FRANCE, le 9 Mars 1945, A MULHOUSE (Haut-Rhin).

A cette occasion, nous remercions la famille de notre camarade, l'expression de nos chrétiennes condoléances.

La section des Employés et Agents de maîtrise de la Concession de Béthune vient de perdre en leur camarade Eugène BISSON, contremaître aux Usines de Matzingarbe, un fidèle militant syndicaliste.

Adhérent au Syndicat du Livre de ROUEN depuis 1924, notre camarade fut l'un des premiers adhérents et militants de notre section.

C'est un ami sincère que nous venons de voir disparaître. Que sa fidélité dans le Syndicalisme Chrétien ramène la nôtre et en éveille d'autres. Ce sera la meilleure manière de garder son souvenir.

Aux familles éprouvées nous adressons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

Distinction

Nous apprenons avec plaisir que la Médaille du Travail vient d'être décernée à notre camarade Albert TAILLY, de la section de CAUCHY A LA TOUR. Notre camarade Albert, un des « belles » de Marles en 1936, voit ainsi une belle carrière minière officiellement récompensée.

DANS LE BASSIN MINIER DE PROVENCE

Commission paritaire régionale

Nous sommes heureux de porter à la connaissance de nos camarades mineurs que les représentants du personnel au sein de la Commission Paritaire Régionale ont désigné notre camarade HONORAT Auguste, secrétaire-adjoint de notre Syndicat, comme secrétaire représentant le personnel dans cette Commission.

Connaissant les qualités de notre camarade, nous lui faisons confiance et nous sommes sûrs qu'il remplira ces fonctions avec compétence et équité.

Calcul des heures supplémentaires

Que l'on applique la loi ! Depuis plusieurs mois, nous nous sommes vus multiplier nos démarches auprès de la Direction des Houillères de Provence afin que le calcul des heures supplémentaires se fasse dans l'esprit de la loi ; jusqu'à ce jour, malgré nos démarches, aucune satisfaction nous a été donnée à ce sujet.

La loi est pourtant claire et nette, elle indique que le calcul des heures supplémentaires doit se faire à la semaine, c'est-à-dire du 1er au 7, du 8 au 15, du 16 au 23 et du 24 à la fin du mois, et une fois de plus, on lèse les mineurs en faisant le calcul à la quinzaine.

Nous n'ignorons pas que cette décision a été prise dans un but de simplification de la comptabilité et cette méthode de calcul simplifiée, nous n'en doutons pas, le travail de nos camarades administratifs qui depuis quelques années se sont vu compliquer le travail chaque jour davantage. Que l'on simplifie le travail, nous n'y voyons aucun inconvénient, mais attention,

pas au détriment des Mineurs. Le but de nos démarches n'est pas fait pour le plaisir d'embêter nos camarades employés, loin de là, notre pensée, mais enfin, soyons logiques, une loi est faite pour être appliquée, ou bien alors que l'on modifie la loi, et que l'on ne parle plus de semaine de quarante heures, mais de quinzaine de 80 heures.

Nous sommes bien persuadés que nos Camarades employés bien que l'application de cette loi leur infligerait un travail supplémentaire, ne nous en voudrions pas pour ce car dans certaines divisions de notre Bassin la loi était bien appliquée il y a quelques mois, comme elle est encore aujourd'hui dans les principaux Bassins Houillères de France.

Nos camarades administratifs comprendront mieux que personne que notre rôle à nous est d'agir en conséquence afin que l'on applique la loi ; ils le comprendront d'autant plus qu'ils ont de leur côté leur biftak à défendre et qu'ils exigent avec juste raison, que la loi soit appliquée lorsqu'elle ne l'est pas.

Jean BARTHELEMY.

Œuvres Sociales des Houillères et Colonies de Vacances

Il est un fait regrettable de constater chaque jour, que depuis que nos mines sont nationalisées, les quelques avantages acquis que l'on donnait aux mineurs ou à leur famille disparaissent les uns après les autres. Ce n'est pourtant pas ainsi que nous comprenons les nationalisations des mines.

On se souvient que par le passé, tout au moins en ce qui concerne l'Ex-Société Nouvelle des Charbon-

nages de Franco des Bouches-du-Rhône, les mineurs percevaient pour chacun des enfants allant en colonie de vacances, une indemnité ; cette indemnité était donnée sans tenir compte de l'âge des enfants, il suffisait que l'enfant fréquentât une école.

Nous comprenons mal que l'on ait voulu cette année limiter l'indemnité aux enfants d'âge scolaire c'est-à-dire 14 ans.

Nous le comprenons d'autant moins lorsque l'on fait deux poids et deux mesures. Les jeunes apprentis de tout âge ont pu profiter d'une indemnité pour la colonie du Centre d'Apprentis s.g., alors que les mineurs qui, par exemple, envoient leurs enfants au cours conventionnés ne profitent pas de l'indemnité des Houillères, sous prétexte que leurs fils avaient dépassé l'âge scolaire.

Nous pensons, quant à nous, que le but des œuvres sociales des Houillères sera véritablement atteint que tout autant que l'on fera une très large part aux subventions des colonies de vacances et aux arbres de Noël, pour chaque fils de mineurs sans distinction ; c'est, à notre avis, la seule façon vraiment équitable pour tous les mineurs et nous sommes sûrs que rares sont ceux qui peuvent penser autrement.

Le Bureau du Syndicat Régional C.F.T.C.

Le Charbon des Retraités

Le Syndicat des Mineurs de la Région Provençale C.F.T.C. n'oublie pas les retraités !

La Caisse Autonome Nationale ayant modifié l'année de chauffage qui, jusqu'à ce jour, chevauchait

entre deux années c'est-à-dire de Septembre à Septembre, pour établir l'année de chauffage normale de Janvier à Janvier, nos camarades retraités n'avaient perçu pour la fin de l'année 1948 qu'une partie de leurs bons de chauffage, de tant perçoivent le reste en Janvier 1949.

Cette façon de faire lésait gravement nos camarades retraités, qui, du fait de cette modification, se voyaient dans l'obligation de payer deux fois le transport de leur charbon, le prix du voyage étant le même pour 250 kgs que pour 500 kgs.

Sur notre intervention, la Direction des Houillères de Provence a mis fin à cela et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, des instructions ont été données à toutes les Divisions afin que tous les retraités perçoivent la totalité de leur charbon ; nul doute que lorsque ces lignes paraîtront, que les retraités auront perçu la totalité de leur charbon. Nous leur aurons économisé ainsi le prix d'un voyage supplémentaire qui, de nos jours, est fort coûteux.

CAMARADES RETRAITES, par ce fait, vous pouvez constater que le Syndicat Chrétien des Mineurs de la Région Provençale ne vous oublie pas ; n'hésitez pas à lui faire part de vos suggestions et de vos revendications collectives ou individuelles ; ses dirigeants se feront un plaisir et un devoir à s'occuper de vous.

Adressez votre correspondance au Secrétariat Régional, 7, avenue Emile Zola, GREASQUE (B.D.R.) à Jean BARTHELEMY.

Adressez-vous également tous les mercredis de 16 heures 30 à 19 heures à la permanence syndicale au siège du syndicat, 8, cours Ferner à Greasque.

Le Secrétaire Régional C.F.T.C. Jean BARTHELEMY

Les admis à la retraite de la Caisse Autonome

FORMULE A

ADMISS

Rochette Jean-Louis, Montceau-les-Mines. (S. et L.), 30 a. — Fumez Eugène, Le Nuy. (V.) 42 ans — Helck Martin, Boulogny (Meuse). 40 ans — Picard Marcel, Saint-Etienne. 31 ans. Spurtoli Georges, Mont-Bonville. M. et M., 33 ans — Gallier Jean-Marie, St-Benoît-Sauvages (Saône et Loire). 41 ans — Saurcl Martin, Montceau-les-Mines (S. et L.). 31 ans. Fontaine Jérôme, Paris (7ème). 41 ans. Comte Pierre-Marie, St-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme). 38 ans — Corcollé Louis, Montceau-les-Mines. 31 ans — Carrie Elie, Grasse (Aveyron). 34 ans — Caffin Albert, St-Eloy-les-Mines. 34 ans — Pernet Edmond, Bois-d'Asson, par St-Maime (Basses-Alpes). 31 ans — Weber Auguste, Xivry-circourt (M. et M.). 31 ans. Degryng Georges, St-Jean-le-Blanc (Loiret). 32 ans — Lecoq Marcel, Annanay (Ardèche). 33 ans — Marin Louis, La Ricamarie (Loire). 38 ans — Cornu Edmond, Carnaux (Tarn). 37 ans — Burtat François, Alès (Gard). 32 a. Pansier Charles, Grand-Combe (Gard). 41 a. Riou Joseph, Chambon-Fegerolles (Loire). 31 a. Girou Charles, Cazals (Aveyron). 31 ans. David Joseph, Manosque (Basses-Alpes). 30 a. Dijon Ulysse, Pierre-Chatil (Isère). 31 ans. Boulognot Antoine, Paris (16ème). 31 ans. Vaure Jean, Roche-la-Mollière (Loire). 31 a. D'Orival Ambroise, St-Maime (B. Alpes). 31 a. Zecharie Jean-Emile, Alès (Gard). 31 ans. Manioux Jean-Marie, Saint-Etienne. 31 ans. Faure Alfred, Dauphin (B. Alpes). 31 ans. Foréas Francisco, Gréasque (B.D.R.). 31 ans. Bordelais Jules, La-Ferrière-aux-Tangs. (Orne). 31 a. Schweitzer Alfred, Hussigny-Cobrange (M. et M.). 31 a.

ARDOISIERS

Jolivet Louis, Combrée (M. et L.). 41 ans. Lohac Louis, Trélazé (M. et L.). 35 ans. BAUXINES Martin Barthelemy, Tourves (Var). 35 ans. Pernet Edmond, Brignoles (Var). 31 ans. Gressin Louis, Tourves (Var). 31 ans.

FORMULE A

A S passant A 1

ADMISS

Barrault Léon, Youx (Puy-de-Dôme). 32 ans. Brunel Wilfrid, Meyrannes (Gard). 33 ans. Chaussy Anatole, Hanooville-sous-les-Côtes. (Meuse). 36 ans. Conchon Victor, Terrenoire (Loire). 31 ans. Douchet Jean-Marie, Gourdou (S. et L.). 34 a. Duverne Jean-Claude, Montceau-les-Mines. 30 a. Madignier Pierre, La-Ricamarie (Loire). 31 a. Mallet Henri, Meisseix (Puy-de-Dôme). 31 ans. Mazaudier Clovis, La-Grand-Combe (Gard). 31 a. Rozier Pierre, Sauvignas (Saône et Loire). 31 a. Ruffo Germain, Ausais (Aveyron). 31 ans. Turian Cyprien, Livinhac-le-Haut (Aveyron). 30 ans. Vankanoff Georges, Marseille. 31 ans. Verdun Antoine, Saint-Etienne. 31 ans.

FORMULE A P

ADMISS

Vaure Jean, Roche-la-Mollière (Loire). 20 ans. Thiebaut André, Boulogny (Meuse). 10 ans. Mabrito Luigi, La-Motte-d'Aveillans (Isère). 10 a. Morin Jean, Chalmoux (Saône et Loire). 10 a. Nivière Joseph, Le-Thoronnet (Var). 10 a. Potignon Claude, Montceau-les-Mines (S. et L.). 10. Poinard Régis, Saint-Etienne. 10 ans. Saine Armand, Trélazé (Maine et Loire). 10 a. Lagarde Jean-Lazare, Montceau-les-Mines. 10 a. Grégoire Joseph, Carnaux (Tarn). 10 ans. Carrie Elie, Grasse (Aveyron). 10 ans. Colonna Pierre, Graissac (Hérault). 10 ans. Moliane Albert, Auzat-sur-Allier (P.D.D.). 10 a. Jandin Charles, Montceau-les-Mines. 10 a. Bouvier Louis, La Motte-d'Aveillans (Isère). 3 a. Galle Joseph, La-Mure (Isère). 10 a. Cuissot Antoine, La-Taludière (Loire). 10 a. Balhiot Louis, La-Machine (Nièvre). 10 a. Oudin Auguste, Roche-la-Mollière (Loire). 10 a. Caffin Albert, St-Eloy-les-Mines (P.D.D.). 10 a. Pégat Edmond, Bois d'Asson (B. Alpes). 10 a. D'Orval A. Grasse, St-Maime (B. Alpes). 10 a. Bortier Claude, Saint-Etienne. 10 ans. Faucon Philippe, Goriyas (S. et L.). 10 a.

Rampon Marcel, Alès (Gard). 10 ans. Digonet Jean-François, Chambon-Fegerolles. (Loire). 10 ans. Deschamps Pierre, La-Machine (Nièvre). 10 a. Caluste Léon, Giraumont (M. et Melle). 10 a. Coupot Marius, Chambon-Fegerolles. 10 ans. Bertoldo Charles, Peyremale (Gard). 10 ans. Zacharie Jean, Alès (Gard). 10 ans. Manioux Jean-Marie, Saint-Etienne. 10 ans. Faure Alfred, Dauphin (B. Alpes). 20 ans. Germain Louis, Tourves (Var). 20 ans. Prusse Arnold, Brignoles (Var). 20 ans. Freyre Pierre, Decazeville (Aveyron). 10 ans. REJET Pernette Antoine, Montceau-les-Mines.

FORMULE A S

ADMISS

Paul Arsène, St-Florent-sur-Auzonnet (Gard) 20. Faure Victor, Bessèges (Gard). 10 ans. Genest Louis, St-Genest-Lerpt (Loire). 20 ans. Guyot André, Maguy d'Anjou (Hte-Savoie). 20. Rigand Antoine, Firminy (Loire). 20 ans. Rigand Henri, Le Gua. (Aveyron). 20 ans. Perrin Martin, Roche-la-Mollière (Loire). 10 a. Germain Joseph, Pierre-Chatil (Isère). 20 ans. Le Dain François, St-Barthélemy d'Anjou (M. et M.). 21 ans. Escut Alfred, Le Garrio (Tarn). 20 ans. Dumas Louis, Salles-du-Gardon (Gard). 20 a. Fontvieille Pierre, La-Taludière (Loire). 20 a. Beaumont Claude, St-Genest-Lerpt (Loire). 20 ans. Menu Marcel, Neuf-Eglise (P.D.D.). 20 ans. Perbet Alexandre, Saint-Etienne. 20 ans. Mathévet Julien, Chambon-Fegerolles (Loire). 20. Zaetta Spérando, Piennes (M. et Melle). 20 a. Ravel Pierre, Chambon-Fegerolles (Loire). 20 a. Kaiser Gustave, Boulogny (Meuse). 20 ans. Vedel Fernand, Cagnas-les-Mines (Tarn). 20 a. Peignot Noël, La-Machine (Nièvre). 20 ans. Pailard Henri, St-Martin-de-Valguyard (Gard). 20 a. Demure Claude, La-Ricamarie (Loire). 20 a. Abic Charles, Albi (Tarn). 20 ans. Cornet Jean-Marie, Montceau-les-Mines. 20 ans. Corzo Eugène, La-Ricamarie (Loire). 20 ans. Bousquet Raoul, Latour-sur-Orbi (Hte a. 20

Forissier François, Saint-Etienne. 20 ans. Duvernoy Jean, Montceau-les-Mines. 20 ans. Laval Gilly, Portes (Gard). 20 ans. Roux Paul, La-Taludière (Loire). 20 ans. Dalozot Albert, Piennes (M. et Melle). 20 a. Arnaud Edmond, La-Machine (Nièvre). 20 a. Frontière Marius, Montceau-les-Mines. 10 ans. Théolyère Clément, Chambon-Feg. (Loire). 20. Boret Jean-Marie, Montceau-les-Mines. 20 a. Bloch Georges, Champagny (Hte-Saône). 20 ans. Chazot Jean, Sorbères (Loire). 20 ans. Rossignol Jean, Fontgrange (Tarn). 20 ans. Naulot Henri, St-Vallier (S. et L.). 20 ans. Bertron Louis, Noyant-la-Gravoyère (M. et L.). 20. Badolle Armand, Cury-Noble (S. et L.). 20 a. Agniet Ch. St-Julien de Valguyard (Gard). 20 a. Fourrier Jacques, Chambon-Fegerolles (Loire). 20. Beaune Petrus, Chambon Fegerolles (Loire). 20. Bedout Jacques, Trélazé (Maine et Loire). 20. Clément Marcel, Montceau-les-Mines. 20 ans. Beauris Léonard, Denuelle-Mines (Allier). 20. Bourichot Jean, Chalmoux (Saône et Loire). 20. Cret Ernest, Angers (Maine et Loire). 10 ans. Valade Ernest, Firminy (Loire). 20 ans. Dugas Paul, Cadolvi (Bouches-du-Rhône). 10 ans. REJETS Marion François, Chalmoux (Saône et Loire). Abdallah Ben Mohamed, St-Genest-Lerpt (Loire).

FORMULE A S

ADMISS

Bourgeon Michel, Nérès-les-Bains (Allier). 10 ans. Cyvade Joseph, Noyant (Allier). 20 ans. Labatthe Prosper, Decazeville (Aveyron). 20 a. Besson Léopold, Alès (Gard). 20 ans. De Saint Jean, La-Taludière (Loire). 20. Peyraud Gabriel, Firminy (Loire). 20 ans. Richard Claude, Sauvignas-les-Mines (S. et L.). 20. Martin Alphonse, Sauvignas-les-Mines. 20 ans. Donnadieu Honoré, St-Benoit (Tarn). 20 ans. Claret Jean-Marie, Graissac (Hérault). 20 ans. Troncy Etienne, Champagny (Hte-Saône). 20 a. Legendre Louis, St-Benoît-sur-Loire. 10 a. Bousquet Raoul, Latour-sur-Orbi (Hte a. 20

FORMULE A S

ADMISS

Bourgeon Michel, Nérès-les-Bains (Allier). 10 ans. Cyvade Joseph, Noyant (Allier). 20 ans. Labatthe Prosper, Decazeville (Aveyron). 20 a. Besson Léopold, Alès (Gard). 20 ans. De Saint Jean, La-Taludière (Loire). 20. Peyraud Gabriel, Firminy (Loire). 20 ans. Richard Claude, Sauvignas-les-Mines (S. et L.). 20. Martin Alphonse, Sauvignas-les-Mines. 20 ans. Donnadieu Honoré, St-Benoit (Tarn). 20 ans. Claret Jean-Marie, Graissac (Hérault). 20 ans. Troncy Etienne, Champagny (Hte-Saône). 20 a. Legendre Louis, St-Benoît-sur-Loire. 10 a. Bousquet Raoul, Latour-sur-Orbi (Hte a. 20

Grève générale dans les Mines de Fer

A la suite d'une entente réalisée sur le plan départemental entre les U.D. (C.F.T.C., C.G.T., M.P.M. et sections F.O.), les métallurgistes décidaient de débrayer le 21 septembre. Avec le syndicat régional C.G.T. se solidarisant avec le mouvement, nous étions conduits à notre tour à prendre position puis entrer dans la grève à la suite d'un référendum à bulletin secret qui donna plus de 80 pour cent pour la grève.

La grève fut totale du côté ouvrier dès le 22 et, fait unique dans les annales des mines de fer, les E.T.A.M. débrayèrent également dans la proportion de 70 pour cent.

Le 22 septembre, une réunion paritaire d'information se tint à la Préfecture de Nancy ; notre syndicat était représenté par notre camarade BRASS. La délégation patronale n'offrait que 10 pour cent d'augmentation des salaires, la réunion se termina sur un non accord. Le 23 septembre, le gouvernement accordait 15 pour cent d'augmentation moyenne. Le 2 octobre, nouvelle réunion paritaire d'information à la Préfecture de Nancy à laquelle assistaient nos camarades BRASS et PICHELIN. Les patrons cédaient du terrain en accordant 3 et 4 pour cent supplémentaire. Un référendum dans toutes les mines et usines a eu lieu le lendemain. Les ouvriers tiennent ferme et se prononcent dans la proportion de 79 à 80 pour cent pour la poursuite de la grève.

Les 11, 12 et 13 octobre à Paris, après 27 heures de discussion, les patrons et les Pouvoirs Publics sentant le danger, sont contraints à un nouveau repli important en accordant un certain nombre d'avan-

tages : Abattement de zone porté de 10 à 5 pour cent. Arrêt de programme comportant une partie de la semaine de travail hebdomadaire à la région jour et nuit, l'abattement de reprise sous la forme d'un prêt sans intérêt de 2.0.0 f. a. s. de pommes de terre et de charbon accordés gratuitement aux membres du personnel et à leurs familles.

Un protocole d'accord dit de Paris est signé par les délégués des organisations syndicales, par les Pouvoirs Publics, par la C.F.T.C., nos camarades B. et P., pour la métallurgie, BRASS, pour les mines de fer.

Partout nos sections syndicales ont mené courageusement l'action, prenant une part active au conflit faisant connaître et souvent admettre le point de vue de la C.F.T.C. Le conflit, dans la plupart des mines s'est déroulé dans le calme, les mesures de sécurité ont été assurées jusqu'au bout et il y a lieu de noter, à ce sujet, la bonne attitude qu'avaient prise nos dirigeants au cours des réunions communales C.G.T.-C.F.T.C.

Le 26 octobre, une nouvelle réunion paritaire s'est tenue à Paris au Ministère du Travail pour régler la question des postes supplémentaires dans les mines de fer. La C.F.T.C. est représentée par nos camarades PIERRAIN, de la Fédération BRASS, PICHELIN et BOREL. La C.G.T. ayant été cotisée à son tour au conflit des houillères la réunion s'est terminée sans aucun résultat et les Pouvoirs Publics ont décidé de reporter la discussion à une date ultérieure.

PICHELIN

FORMULE H

ADMISS

Nicolas Lucie, Rimogne (Ardennes). — Letellier Arthur, Fumay (Ardennes). — Letellier Raymond, Fumay (Ardennes). — Leporel Ida, Trioux (Maurthe et Moselle). — Tricou J. n. Homcourt (Maurthe et Moselle). — Tricouk Armand, Homcourt (Maurthe et Moselle). — Salvador Jeanne, Echavanne (Haut-Saône). — Salvador Anne-Marie, Echavanne (Haut-Saône). — Le Bourhis François, Lureverien (Finistère). — Le Bourhis Raymond, Lureverien (Finistère). — Bechiri Taous, Dour Aokas (Constantine). — Roussel Huguetta, Nîmes (Gard). — Rousset Marguerite, Nîmes (Gard). — Jeangand Ré y, La Mure (Isère). — Jeangand Michelle, La-Mure (Isère). — Dessus Roger, Firminy (Loire). — Gaudier Jean, Angers (Maine et Loire). — Koziovali Jean, St-Vallier (Saône et Loire). — Guy Lucette, St-Pierre-la-Palud. (Rhône). — Gay Gergette, St-Pierre-la-Palud. (Rhône). — Walkowiak Marie-Rose, La-Grand-Combe (Gard). — Walkowiak Hélène, La-Grand-Combe (Gard). — Walkowiak Edmond, La-Grand-Combe (Gard). — Walkowiak Raymond, La-Grand-Combe (Gard). — Gaudier Jean, Angers (Maine et Loire).

REJET

Terrien Georges, St-Etienne.